

3^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



2 et 3 juillet 2012, au Palais des Congrès de Paris

Programme

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités



cofondateurs



FOURNISSEUR D'AVENIRS DEPUIS 150 ANS,
GDF SUEZ RÉCONCILIE
TOUTES LES DIMENSIONS DE LA VILLE

Concevoir et réaliser aujourd'hui
la ville de demain, **c'est notre métier**

NOS
OBJECTIFS

Une ville efficace et attractive

Une ville où le quotidien
des habitants est facilité



NOS
ATOUS

Une connaissance intime des
villes et des attentes des habitants,
depuis 150 ans

Notre capacité à prendre en compte
les spécificités de chaque ville

Une capacité d'innovation
technologique... au service des hommes

LONDRES,
BARCELONE,
LIMEIL BREVANNES,
CASABLANCA, TIANJIN,
BORDEAUX, NANTERRE,
BRETIGNY-SUR-ORGE,
VITRY-SUR-SEINE,
AMSTERDAM...

et beaucoup d'autres
nous ont choisis pour
réaliser leur projets de
rénovation urbaine





**Michel
Delebarre**
Président de
Cités Unies France



Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Je suis heureux de vous accueillir, avec les équipes de Cités Unies France et de notre partenaire Media Contact Services, au Palais des Congrès pour le 3^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités.

Voilà maintenant trois ans que nous nous retrouvons pour partager nos expériences et notre expertise sur la coopération décentralisée au sein de cette manifestation unique.

Des jumelages d'amitié de l'après guerre aux partenariats de planification urbaine en passant par les élans de solidarité lors des grandes sécheresses africaines des années soixante-dix, les liens de territoire à territoire n'ont cessé de se métamorphoser et se décupler.

Aujourd'hui, une nouvelle tendance se dessine. La moitié des habitants de la planète vit désormais en ville et il faudra loger plus d'un milliard de personnes issues de l'exode rural qui s'accélère. La coopération décentralisée est directement interpellée par cette situation. C'est pourquoi nous avons décidé de consacrer la séance plénière de ce forum à ces questions.

Ce sera l'occasion d'échanger sur le rôle des collectivités dans la gouvernance urbaine à travers la planification urbaine et la lutte contre la pauvreté en ville, en favorisant l'accès de toutes les catégories de population aux services de base. La poursuite de ces objectifs est une condition *sine qua none* pour un développement équilibré et durable.

Je souhaite que ce forum soit, une fois de plus, un moment fédérateur pour tous ceux qui croient en la coopération décentralisée. Je souhaite qu'il soit un espace d'échanges à l'origine de nouvelles synergies. Je souhaite qu'ensemble nous discutons des enjeux de demain et que nous nous efforcions de trouver des solutions, que nous construisions des orientations communes.

Michel Delebarre,
Ancien ministre d'État
Sénateur-maire de Dunkerque
Président de la Communauté urbaine de Dunkerque



2 et 3 juillet 2012, au Palais des Congrès de Paris



**Médéric
Petit**
*Délégué général
du Forum*

Un Institut et un Forum international pour promouvoir l'expertise française en matière de gouvernance publique locale....

En créant l'Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités avec Media Contact Services, opérateur spécialisé dans la conception, la production et l'organisation de manifestations professionnelles à forts contenus techniques et exploitations éditoriales, Cités Unies France s'est doté d'une structure qui lui permet d'associer plus étroitement des entreprises et fondations au travail associatif mené depuis plus de 30 ans par les collectivités françaises engagées en coopération décentralisée. Cette mise en synergie des acteurs publics et privés a pour vocation d'aider les responsables publics locaux qui portent des projets de coopération à renforcer leurs actions sur le terrain, et ce, sur des sujets comme les transports, l'habitat, les télécommunications, l'eau, l'énergie... et contribuer ainsi au développement d'une gouvernance locale optimisée des services publics chez leurs partenaires étrangers.

Une mise en synergie des savoirs faire publics et privés....

Pour ce faire, nous avons développé en priorité un forum annuel dont la vocation est de rassembler, sur deux jours, l'ensemble de l'expertise et des acteurs publics et privés de l'action internationale des collectivités territoriales. Il déroule un programme de conférences thématiques, de réunions des groupes-pays de Cités Unies France et d'opérations spéciales menées par les partenaires de l'Institut, en rassemblant près de 1000 auditeurs.

Parallèlement, l'Institut propose tout au long de l'année à ses partenaires officiels de se joindre aux nombreuses missions officielles de Cités Unies France à l'étranger, d'organiser des réunions spécifiques pour participer plus étroitement à la construction et à la gestion de projets de coopération...

Les membres du conseil d'administration de l'Institut, Bertrand Gallet, Roselyne Lefrançois, Jean-Louis Testud, Eric Flamand, Tanneguy des Rieux et moi-même vous souhaitons un excellent Forum et nous tenons à votre écoute pour vous associer plus étroitement au développement des activités que nous déployons.

Médéric Petit,

Délégué général du Forum

Président du conseil d'administration

de l'Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités

**Bertrand
Gallet**
*Directeur général de
Cités Unies France*



Cités Unies France s'est toujours donné pour mission d'accompagner les collectivités qui ont fait le choix de s'ouvrir sur le monde. Elle cherche avec elles de nouvelles pistes pour répondre aux aspirations des populations au Nord et au Sud. La promotion et le soutien des actions de coopération décentralisée sont au cœur des ambitions de l'association et de ses membres. C'est pourquoi, depuis 35 ans, elle a été de tous les combats et de toutes les avancées dans ce domaine particulier des relations internationales.

Le Forum de l'action internationale des collectivités se situe dans cette droite ligne. Il permet depuis trois ans maintenant de renforcer le rôle de fédérateur de Cités Unies France. Avant tout, il a pour vocation de vous donner la parole et vous offrir un espace d'échange et de partage.

Votre fidélité à ce forum est pour nous un signe de confiance. Votre présence année après année montre combien un événement de cette nature manquait à l'agenda de la coopération décentralisée.

La séance plénière de cette troisième édition concernera les questions urbaines car nous croyons qu'elles marqueront profondément les actions internationales des collectivités dans les années à venir. Parallèlement, nous avons choisi d'aborder la coopération décentralisée sous plusieurs angles afin d'impliquer toutes les catégories d'acteurs : petites et grandes collectivités, associations, organisations internationales... Nous espérons ainsi offrir différentes lectures et approches du phénomène.

L'équipe de Cités Unies France sera là, bien entendu, pour vous accompagner dans ces réflexions, que nous souhaitons fructueuses.

Bertrand Gallet,

Directeur général de Cités Unies France

Administrateur-fondateur de l'Institut pour la Coopération
Internationale des Collectivités



2 et 3 juillet 2012, au Palais des Congrès de Paris



Organigramme

Direction



Bertrand Gallet
Directeur général
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 81
coop-dec@cites-unies-france.org



Nicolas Wit
Directeur général adjoint
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 80
n.wit@cites-unies-france.org

Pôles géographiques

Afrique

Astrid Frey
Bénin, Madagascar, Mauritanie
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org



Constance Koukou
Burkina Faso, Mali, Togo
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 97
c.koukou@cites-unies-france.org



Sarah de Rekenere
Sénégal, Niger, programmes concertés
Tél. : 33 (0)1 53 41 86 83
s.derekenere@cites-unies-france.org

En création groupes-pays : Côte d'Ivoire, Afrique centrale et des Grands Lacs

Europe non-communautaire et CEE

Simoné Giovetti : Arménie, Croatie, Serbie, Balkans
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 87
s.giovetti@cites-unies-france.org

Katarina Fotic : Russie
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 83
k.fotic@cites-unies-france.org

Méditerranée

Simoné Giovetti
Israël, Palestine, Réseau COEPPPO
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 87
s.giovetti@cites-unies-france.org



Linda Naili
Algérie
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 90
lnaili@cites-unies-france.org



Virginie Rouquette
Tunisie, Liban, Maroc
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 93
vrouquette@cites-unies-france.org

Astrid Frey : Turquie
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org

Institutions européennes

Camille Borella
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 99
cborella@cites-unies-france.org

Amérique du Nord

Nicolas Wit : Etats-Unis
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 80
n.wit@cites-unies-france.org

Asie



Katarina Fotic
Japon
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 83
k.fotic@cites-unies-france.org



Sarah Schönfeld
Chine, Inde
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 82
s.schoenfeld@cites-unies-france.org



Camille Borella
Vietnam
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 99
c.borella@cites-unies-france.org

Amériques

Fécia Medina
Amérique centrale et Cuba,
Argentine, Chili, Brésil, Haïti
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 92
f.medina@cites-unies-france.org



Anne-Claire Gaudru
Mexique
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 94
ac.gaudru@cites-unies-france.org

Pôles thématiques

Tourisme responsable

Anne-Claire Gaudru
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 94
ac.gaudru@cites-unies-france.org

Développement durable, Eau

Sarah Schönfeld
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 82
s.schoenfeld@cites-unies-france.org

Sécurité alimentaire

Constance Koukou
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 97
c.koukou@cites-unies-france.org

Recherche et universités

Virginie Rouquette
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 93
vrouquette@cites-unies-france.org

Éducation au dev. – Migrants

Astrid Frey
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org

Crises et catastrophes

Simoné Giovetti
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 87
s.giovetti@cites-unies-france.org

Economie, Microfinance

Sarah de Rekenere
Tél. : 33 (0)1 53 41 86 83
s.derekenere@cites-unies-france.org

Jeunesse

Linda Naili
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 90
lnaili@cites-unies-france.org

Santé

Astrid Frey
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org

Énergie

Astrid Frey
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org

Culture

Virginie Rouquette
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 93
vrouquette@cites-unies-france.org

Pôle communication

Communication



Fabiana Bras Baia
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 86
f.brasbaia@cites-unies-france.org

Communication et publications

Katarina Fotic
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 83
k.fotic@cites-unies-france.org

Pôle administratif

Comptabilité



Frédérique Proust
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 91
compta@cites-unies-france.org

Magide Yougil
Tél. : 33 (0)1 53 41 86 80
compta@cites-unies-france.org



Secrétariat



Elisabeth Seyoum
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 98
e.seyoum@cites-unies-france.org

Béatriz da Costa
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 81
secretariat@cites-unies-france.org



Adhésion des collectivités



Thi-Tho Plattier
Tél. : 33 (0)1 53 41 81 89
t.plattier@cites-unies-france.org



Bureau exécutif

Le nouveau bureau exécutif de Cités Unies France, élu le 2 novembre 2011, les membres de droit, les personnes qualifiées et les présidents de groupes-pays et groupes thématiques

Président	
Dunkerque	Michel Delebarre, maire, sénateur du Nord

Représentant spécial du président	Charles Josselin, vice-président du conseil général des Côtes-d'Armor
-----------------------------------	---

Président délégué	
Marseille	Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire, représentant le sénateur-maire, Jean-Claude Gaudin

Secrétaire Général	
Maxéville	Henri Begorre, maire de Maxéville, vice-président de la communauté urbaine de Nancy

Vice-présidents (par ordre alphabétique des collectivités)	
Belfort	Samia Jaber, adjointe au maire, représentant le maire, Etienne Butzbach
Bordeaux	Didier Cazabonne, adjoint au maire, représentant le maire, Alain Juppé, ministre d'État
Conseil Gén. d'Île-et-Vilaine	Clotilde Tascon-Mennetrier, vice-présidente, représentant le président, Jean-Louis Tourenne
Conseil Gén. de Seine-St-Denis	Jean- Charles Negre, vice-président, représentant le député et président, Claude Bartolone
Conseil Rég. Rhône-Alpes	Véronique Moreira, vice-présidente, représentant le président, Jean-Jacques Queyranne
Mulhouse	Christiane Eckert, adjointe au maire, représentant le maire, Jean Rottner
Nice	Rudy Salles, député, adjoint au maire, représentant le maire, Christian Estrosi
Paris	Pierre Schapira, adjoint au maire, représentant le maire, Bertrand Delanoë
Suresnes	Jean-Louis Testud, adjoint au maire, représentant le maire, Christian Dupuy

Trésorier	
Gières	Georges Morin, conseiller délégué, représentant le maire, Michel Issindou

Trésorier Adjoint	
Europe-Echanges	Philippe Milon, président d'honneur

Membres (par ordre alphabétique des collectivités)	
Albi	Françoise Larroque, conseillère municipale, représentant le maire, Philippe Bonnecarrere
Chalons-en-Champagne	Bruno Bourg-Broc, député-maire
Clichy la Garenne	Gilles Catoire, maire
Conseil Gén. des Yvelines	Jean-Marie Tétart, vice-président, représentant le président, Alain Schmitz



Conseil Gén. du Val-de-Marne	Chantal Bourvic, conseillère Gén.e déléguée, représentant le président, Christian Favier
Conseil Rég. du Nord Pas-de-Calais	Majdouline Sbaï, vice-présidente, représentant le président, Daniel Percheron
Lyon	Hubert Julien-Laferrrière, conseiller municipal délégué, représentant le maire, Gérard Collomb
Nancy	Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire, représentant le maire, André Rossinot
Nanterre	Gérard Perreau-Bezouille, adjoint au maire, représentant le maire, Patrick Jarry
Rennes	Roselyne Lefrançois, adjointe au maire, représentant le maire, Daniel Delaveau
Les membres de droit	
Représentants désignés par l'AMF	
Bordeaux	Didier Cazabonne, adjoint au maire
Romans-sur-Isère	Henri Bertholet, maire
Représentants désignés par l'ADF	
Conseil Gén. de l'Aude	André Viola, président, représentant titulaire
Conseil Gén. de la Vienne	Denis Brunet, vice-président, vice-président de la commission des relations internationales de l'ADF (suppléant)
Représentants désignés par l'ARF	
Conseil Rég. de Champagne-Ardenne	Jean-Paul Bachy, président, président de la commission affaires internationales et coopération décentralisée de l'ARF
Conseil Rég. du Languedoc-Roussillon	Jean-Claude Gayssot, vice-président du conseil Rég. du Languedoc-Roussillon, en charge des affaires européennes et internationales

Les personnes qualifiées	
Questions liées à l'évaluation	
Michel Roux	Délégué de la ville de Chambéry, représentant la maire, Bernadette Laclais
Collectivités d'Outremer	
Roland Robert	Maire de la Possession
L'Europe de Sud-est	
Françoise Marchand	Adjointe au maire de Laval, représentant le député-maire, Guillaume Garot
Recherche	
Jean-Jacques Gleizal	Institut des hautes études de l'action int. des villes et des gouvernements locaux (Grenoble)
Jacques Auxiette	Président du conseil régional des Pays de la Loire, représenté par Jean-Noël Gaultier, secrétaire

Les présidents des groupes-pays géographiques et thématiques	
Afrique	
Bénin	Rose-Marie Saint-Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise
Burkina Faso	Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin
Madagascar	Alain Huard, vice-président, représentant Jean-Louis Destans, président du conseil général de l'Eure

Mali	Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche
Mauritanie	Daniel Allieux, conseiller syndical du SAN de Sénart
Niger	Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières
Sénégal	Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire de Lille Métropole
Togo	Monique Papot-Libéral, vice-présidente de la communauté de communes de la Côte Roannaise

Amériques	
Amérique Centrale / Cuba	Chantal Bourvic, conseillère général déléguée du Val-de-Marne
Argentine	Pierre-Marie Blanquet, vice-président du conseil général de l'Aveyron
Chili	Roberto Romero, conseiller Rég. d'Île-de-France
Brésil	Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence-Alpes-Côtes d'Azur
Haïti	Christian Dupuy, maire de Suresnes, vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine
États-Unis	Roland Ries, maire de Strasbourg, sénateur du Bas-Rhin

Europe / Élargissement	
Arménie	Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine
Croatie	en instance de renouvellement
Serbie	Alain Fremont, conseiller municipal de Nevers

Asie	
Chine	Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes
Inde	Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'ADF
Japon	Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy
Vietnam	Kader Arif, conseiller municipal délégué à Toulouse

Méditerranée - Moyen Orient	
Algérie	Georges Morin, délégué du maire de Gières aux coopérations méditerranéennes
Israël	Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil
Liban	Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

UNE FONDATION D'ENTREPRISE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

www.fondation.veolia.com

La **Fondation Veolia Environnement** soutient, en France et à l'étranger, des projets d'intérêt général concourant au développement durable.

Ses domaines d'intervention prioritaires sont : l'urgence, la solidarité, l'insertion professionnelle, l'environnement. Au-delà de son concours financier, la Fondation encourage le mécénat de compétences et propose à ses partenaires, collectivités ou associations, l'expertise de son réseau de collaborateurs volontaires.

La Fondation apporte un appui tout au long de la réalisation des projets de développement depuis leur identification jusqu'à leur réception puis suivi.



Directeur de la communication Veolia Environnement, Pôle Eau / Crédit photo : Photomac Veolia



Lundi 2 juillet 2012

13h00 **Accueil des participants**

14h00 **Conférences**

- Conférence régionale : **La nouvelle donne géopolitique au Proche et Moyen-Orient**
- Conférence thématique : **L'action internationale des collectivités françaises en matière de mobilité urbaine**
- Conférence régionale : **Afrique centrale et pays des Grands Lacs : gestion des ressources naturelles et éducation**

15h45 **Pause sur l'espace Partenaire**

16h15 **Conférences**

- Conférence thématique : **L'éducation au développement et à la solidarité internationale au service des collectivités territoriales**
- Conférence thématique : **Collectivités de taille modeste : quels freins à l'engagement dans la coopération décentralisée ?**
- Conférence régionale : **Participation des collectivités territoriales françaises au programme URB-AL III : Programme de coopération régionale de la Commission européenne avec l'Amérique latine**

17h45 **Conférences**

- Conférence thématique : **Les aspects juridiques de la coopération décentralisée**
- Conférence thématique : **Sensibilisation des collectivités locales aux Lignes Directrices Internationales sur la décentralisation et l'accès aux services de base pour tous (LDI) adoptées par ONU-Habitat**

19h30 **Cocktail dînatoire - espace «Village de la coopération décentralisée»**

Mardi 3 juillet 2012

9h00 **Assemblée générale de Cités Unies France** (Réservée aux adhérents de CUF)

11h00 **Pause sur l'espace Partenaire**

11h30 **Séance d'ouverture du Forum 2012**

12h00 **Séance plénière** : Les questions urbaines dans l'action internationale des collectivités territoriales

13h15 **Cocktail déjeuner - espace «Village de la coopération décentralisée»**

14h30 **Conférences**

- Conférence régionale : **Pôle Afrique : Construire par les territoires : la planification stratégique territoriale en Afrique**
- Conférence thématique : **Bilan du Forum mondial de l'eau à Marseille : Amplifier et valoriser la contribution des collectivités pour l'eau et l'assainissement**
- Conférence régionale : **Été 2011 – été 2012, un an d'élections au Maghreb**

16h15 **Pause sur l'espace Partenaire**

16h30 **Conférences**

- Conférence thématique : **Coopération décentralisée et patrimoine immatériel**
- Conférence thématique : **Associations – collectivités territoriales : du dialogue au partenariat**
- Conférence régionale : **Relancer la coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire**

18h15 **Cocktail de clôture du Forum**



13h00 **Accueil des participants**

14h00 **Conférences**

La nouvelle donne géopolitique au Proche et Moyen-Orient



Le sentiment révolutionnaire s'est répandu dans tout le Moyen-Orient. De la Tunisie à l'Égypte, en passant par Bahreïn, la Libye et le Yémen, un « nouveau Moyen-Orient » prend forme : d'anciens régimes renversés (en Tunisie et en Égypte), une guerre civile larvée en Libye et une révolte réprimée dans le sang en Syrie. Il reste cependant difficile de faire une analyse globale du Moyen-Orient arabe tandis qu'il semble désormais évident que le « printemps arabe » a été interdit aux Palestiniens. Quid de l'action diplomatique menée par l'Autorité Nationale Palestinienne à l'ONU pour la reconnaissance de l'Etat palestinien ?

Comment Israël perçoit-il le « processus démocratique » en cours dans le monde arabe ? Quelles perspectives d'action ce renouveau lui offre-t-il ? Quelle attitude israélienne face à la nouvelle donne politique en Egypte et face aux interrogations syriennes ?

L'intensification des menaces de guerre visant l'Iran et par extension l'ensemble du Moyen-Orient est-elle une réalité ? Si la perspective d'une guerre semble désormais s'éloigner à la faveur d'une conjonction de facteurs économiques et géopolitiques (transition gouvernementale en Israël, élection présidentielle aux Etats-Unis), le conflit entre sunnites (axe Arabie Saoudite) et chiites (avec l'Iran) continue de structurer les conflits et de déterminer les rapports de force.

Président de séance

Claude Nicolet, conseiller régional Nord Pas-de-Calais, adjoint au maire de Dunkerque, président du RCDP

Intervenants

Jean-Pierre Filiu, professeur associé à Sciences Po

Pascal Boniface, directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) et enseignant à l'Institut d'études européennes de l'Université de Paris 8

Dominique Vidal, collaborateur du Monde diplomatique

Denis Simonneau, directeur des relations internationales, GDF SUEZ

(Chargé de mission référent : Simone Giovetti, s.giovetti@cites-unies-france.org)

Lundi 2 juillet 2012

L'action internationale des collectivités françaises en matière de mobilité urbaine



L'objectif principal de cette session dédiée à la mobilité urbaine sera de présenter le projet GART-CODATU, soutenu par Cités Unies France, aux membres et partenaires de CUF. Ce partenariat a pour objectif d'accompagner les coopérations internationales des collectivités françaises dans le domaine de la mobilité en s'appuyant sur les échanges de savoir et de savoir-faire selon deux axes : un axe « renforcement de compétences », un axe « technique et technologique ». La conférence visera à illustrer, par l'exemple, la coopération internationale des collectivités françaises en matière de mobilité urbaine et à proposer des actions concrètes pour développer et mutualiser les coopérations existantes dans le domaine. Elle cherchera également à inciter plus particulièrement les collectivités françaises à s'engager dans les domaines de la mobilité dans leurs coopérations internationales.

Conférence organisée par :



GART

Le GART (Groupement des Autorités Responsables de Transport) regroupe 263 autorités organisatrices de transports, dont 185 communautés d'agglomération et communautés urbaines, 59 conseils généraux et 19 conseils régionaux, avec pour objectif d'améliorer les déplacements et de développer les transports publics en France. Le GART est la plate-forme d'échanges et de réflexion des élus responsables du transport, représentant toutes les tendances politiques françaises, mais aussi leur porte-parole au plan national et européen.



CODATU (Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains) est une association à vocation internationale dont l'objectif est de promouvoir les actions d'animation et d'échanges scientifiques, techniques, économiques et sociaux concernant les systèmes de déplacements urbains et périurbains ; elle s'appuie sur les échanges d'expériences entre les pays en développement et les pays les plus anciennement industrialisés.

Président de séance

Roland Ries, président du GART, maire de Strasbourg, sénateur du Bas-Rhin

Intervenants

Bernard Rivalta, président du SYTRAL et vice-président de CODATU

Abdellatif Soudou, vice-président de la communauté urbaine de Salé, Maroc (à confirmer)

François Moulin, directeur Mandats et assistance à maîtrise d'ouvrage- Direction Transport du groupe INGEROP

Michel Desbiolles, directeur Infrastructures de transport, SAFEGE

Hubert Peugeot, directeur commercial France d'Alstom Transport

(Chargée de mission référente : Sarah Schönfeld, s.schonfeld@cites-unies-france.org)



Gestion des ressources naturelles & éducation dans les pays d'Afrique centrale & des Grands Lacs : quelles stratégies pour la coopération décentralisée ?



Lors de la première conférence en 2011, les participants avaient abouti au constat selon lequel, contrairement à la sévérité des chiffres, cette vaste région de l'Afrique centrale et des Grands Lacs n'était pas un « angle mort » de la coopération décentralisée avec les collectivités françaises et européennes.

Dès lors, plusieurs recommandations pouvaient faire l'objet de réflexions plus approfondies, par exemple au sein d'un groupe-pays de Cités Unies France : le retour à la « normalité » institutionnelle, la mutualisation des expériences et des pratiques ou encore le renforcement du rôle des collectivités locales et de leurs associations nationales.

Bien que le groupe « Afrique centrale et pays des grands lacs » n'ait pas encore été créé, l'échange d'information, la connaissance et la valorisation des acteurs et des partenariats, restent d'actualité pour la coopération décentralisée.

N.B : Pays d'Afrique centrale et des Grands Lacs : Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo (Brazzaville) Gabon, Guinée équatoriale, RD Congo (Kinshasa), Rwanda, Sao Tomé & Príncipe et Tchad.

Co-Présidents de séance

Jacqueline Chapon, vice présidente de la Mission des relations internationales et adjointe au maire de la ville de Clermont-Ferrand en charge des Affaires scolaires

Charles Josselin, vice-président du conseil général des Côtes d'Armor, représentant spécial du président de Cités Unies France (à confirmer)

Intervenants

Paul Biyoghé Mba, député, district d'Ikoy Tsini, conseil départemental du Komo Mondah, ancien Premier ministre du Gabon et **Flavien Hekeella**, professeur d'Université, Gabon

Stéphane Beaudet, maire de Courcouronnes, vice-président de la communauté d'agglomération Évry Centre Essonne, conseiller régional d'Ile de France

Maxence Thooris, responsable Coopération au développement Afrique & Coopération Asie, conseil général du Nord

Jacques Plan, directeur exécutif de Territoires et forêts solidaires (Cofor international)

Christophe Du Castel, chargé de programmes, Fonds français pour l'environnement mondial

Dan Irira Nganga, doctorant

Points de vue : ministère français des Affaires étrangères, coopération décentralisée belge (à confirmer)

(Chargées de mission référentes : Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org et Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org)

L'éducation au développement et à la solidarité internationale au service des collectivités territoriales



Depuis quelques années, les collectivités territoriales sont nombreuses à investir le champ de l'éducation au développement. Elles développent des outils de mobilisation, d'information, de financements, à destination des habitants et des associations. Cette mobilisation s'étend bien au-delà de la Semaine de la solidarité internationale.

Elle s'appuie sur des temps forts, sur des thèmes, sur des coopérations internationales, sur l'histoire des collectivités, sur leurs particularités, sur l'actualité internationale....

Pour autant, les collectivités qui s'y engagent ne le font pas seules. Les forces vives du territoire sont des partenaires indispensables pour toucher une variété de publics.

Beaucoup de collectivités s'engagent aujourd'hui dans des actions d'éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI). Cette notion n'est pas toujours bien comprise ou partagée. Il s'agira donc de montrer ce qui est entendu par là et d'illustrer des manières - partenariales - pour construire des réponses dans ce domaine.

En quoi les collectivités territoriales sont-elles des agents particuliers de l'éducation au développement ? Comment peuvent-elles agir sur l'EAD-SI pour faire de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale une politique locale véritablement partagée ?

Présidente de séance

Véronique Moreira, vice-présidente de la Région Rhône-Alpes chargée des relations internationales, présidente de RESACOOP

Intervenants

Adélie Miguel Sierra, experte, formatrice, maître de conférence, Université de Liège

Astrid Frey, chargée de mission, Cités Unies France

Bérangère Charlet, coordinatrice du « Partenariat » à Lille

Hélène Vincent, adjointe au maire de Grenoble, présidente du groupe thématique Jeunesse de Cités Unies France

Davina Derain, coordinatrice coopération Chambéry-Ouahigouya

Samuel Caillault, responsable des relations internationales de la ville de Chambéry

Dominique Boizeau, directrice de la communication, Fondation Veolia Environnement

(Chargées de mission référentes : Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org et Linda Naili, l.naili@cites-unies-france.org)



Collectivités de taille modeste : quels freins à l'engagement dans la coopération décentralisée ?



Les relations historiques de maire à maire, de territoire à territoire à dimensions modestes, ont joué et devraient jouer encore un rôle important dans la coopération décentralisée française. Si la légitimité des communes et communautés de petite taille à mener une action de coopération décentralisée est évidente, celles-ci sont confrontées à certaines difficultés.

Aujourd'hui, dans un contexte de rationalisation, de mutualisation et d'orientation géographique vers les pays émergents, la coopération décentralisée peut paraître hors portée pour certaines collectivités. Entre le manque de moyens, la professionnalisation accrue de l'action internationale qui suppose des ressources humaines substantielles, cette conférence abordera les freins de l'engagement des collectivités les plus petites.

Des témoignages proposeront des outils, des opportunités et des sujets susceptibles de dépasser ces obstacles.

Cette conférence est le fruit d'une collaboration active avec l'Association des Maires de France (AMF).

Présidente de séance

Nicole Feidt, maire de Toul, co-présidente du groupe de travail Affaires internationales et coopération décentralisée de l'Association des Maires de France (AMF)

Intervenants

Marie-Odile Tavernier, maire de Fay, représentante de l'AMF à la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), présidente de l'association Forages Mali

Alexandre Touzet, maire de Saint-Yon

Un(e) représentant(e) de la ville de Bousbècque

(Chargée de mission référente : Anne Claire Gaudru, ac.gaudru@cites-unies-france.org)

Lundi 2 juillet 2012

Participation des collectivités territoriales françaises au programme URB-AL III : Programme de coopération régionale de la Commission européenne avec l'Amérique latine



Le programme URB-AL, approuvé par la Commission européenne en 1995 a été défini comme un programme de coopération horizontale entre les collectivités européennes et latino américaines. Il a déjà connu ses deux premières phases (1995-2000 et 2001-2008). Depuis 2009, la troisième phase du programme est en cours et ce jusqu'en 2012.

Dans URB-AL III, 20 projets ont été retenus et subventionnés à hauteur de 50 millions d'euros par la Commission européenne. Ils auront un impact direct dans 75 territoires de l'Amérique latine. L'objectif global de cette troisième phase est de contribuer à augmenter le degré de cohésion sociale et territoriale au sein des collectivités en Amérique latine.

Dans les 20 projets retenus, quatre collectivités françaises participent : le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le conseil général des Hautes-Pyrénées, la ville de Toulouse, la ville de Saint-Denis.

Comment et pourquoi les collectivités françaises participent-elles ? Quelles difficultés ont-elles rencontré ? Comment participent les services des collectivités, concernés par le projet ? Comment concilier les demandes administratives de la Commission européenne avec les contraintes liées aux projets ? Comment envisager la suite des actions, une fois le programme terminé ? Les réseaux créés permettent-ils d'établir des liens de coopération décentralisée ? Quel rôle doit jouer Cités Unies France dans le cadre d'un éventuel URB-AL IV? Quelles leçons et bonnes pratiques peuvent être retenues ?

Présidente de séance

Chantal Bourvic, conseillère déléguée aux relations internationales du Val de Marne, présidente du groupe-pays Amérique Centrale et Cuba

Intervenants

Octavi de la Varga, directeur exécutif du Bureau de coordination et d'organisation de la Commission européenne pour URB-AL III

Olga Gonzalez-Tricheux, conseillère municipale déléguée aux relations hispanophones, ville de Toulouse

Fabienne Soulas, adjointe au maire, ville de Saint Denis

Christèle Angeneau, chef du projet URB-AL pour le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sophie Mounic, directrice des ressources humaines, conseil général Hautes-Pyrénées

(Chargée de mission référente : Felicia Medina, f.medina@cites-unies-france.org)



17h45 Conférences

Les aspects juridiques de la coopération décentralisée : une convention de « territoires » à « territoires »



La loi Thiollière encadre aujourd'hui les actions internationales des collectivités territoriales et de leurs groupements : une convention doit être conclue ; si l'urgence le justifie, les collectivités peuvent mettre en oeuvre des actions à caractère humanitaire. Les collectivités peuvent également agir hors convention sur la base de leur clause de compétence générale.

Cette conférence propose d'échanger sur la signification de la conclusion d'une convention de coopération décentralisée. Cette convention va d'abord impliquer la collectivité française et l'ensemble des services internes concernés par les actions proposées dans le partenariat. Cette convention est ensuite conclue avec un partenaire étranger : une collectivité dont la perception du droit et de la convention sera très différente.

Cette étape de négociation de la convention dans une coopération décentralisée est donc au cœur d'aspects fondamentaux du partenariat et de la réussite même d'un projet de coopération décentralisée, bien au delà de ses aspects juridiques.

Président de séance

Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France

Modérateur

Yvan Razafindratandra, avocat au Barreau de Paris

Intervenants

Yves Gounin, conseiller d'Etat

Catherine Estoup, directrice Eau DOM-TOM et International, Service public 2000

Yvan Razafindratandra, avocat au Barreau de Paris

Omblin Lucas, responsable du service coopération décentralisée, mairie du Port, la Réunion

(Chargée de mission référente : Camille Borella, c.borella@cites-unies-france.org)

Lundi 2 juillet 2012

Sensibilisation des collectivités locales aux Lignes Directrices Internationales sur la décentralisation et l'accès aux services de base pour tous (LDI) adoptées par ONU-Habitat



Conférence organisée par :



Les actions engagées dans le cadre de la coopération décentralisée doivent pouvoir s'asseoir sur la mise en place d'un cadre de gouvernance stable et durable pour la fourniture des services de base. Les recommandations des LDI plaident en ce sens. Elles clarifient et répartissent les rôles et responsabilités des quatre acteurs parties prenantes (Etat, collectivités locales, prestataires de services, usagers-consommateurs) et définissent les conditions dans lesquelles ces services de base peuvent être délivrés durablement de manière accessible pour tous et compatible avec une protection des ressources et de l'environnement.

Pour ce faire, il convient de mettre en place un cadre et des modalités d'actions dont tous les acteurs impliqués, que ce soit directement ou indirectement, doivent être parties prenantes. En effet, cet environnement permet alors de réaliser des conditions favorables et pérennes pour que les acteurs de la coopération décentralisée appuient les collectivités étrangères partenaires à la définition, l'évaluation des besoins, la négociation et la mise en œuvre de projets.

Il apparaît alors nécessaire que les organismes institutionnels en charge de la coopération décentralisée soient moteurs dans la diffusion de ce message. Le respect des LDI dans les projets de développement est un gage de durabilité des actions menées. Une gouvernance transparente, participative et efficace est un pré-requis essentiel au développement d'un projet dans le cadre d'une coopération décentralisée.

Président de séance et coordinateur

Jean-Marie Tétart, conseiller spécial du président de l'IGD, vice-président du conseil général des Yvelines en charge notamment de la coopération décentralisée, député

Intervenants

Jean-Yves Barcelo, conseiller inter-régional ONU-Habitat



Lundi 2 juillet 2012

Emilie Maehara, chargée de mission pour la coopération urbaine, Direction générale du développement, des partenariats et de la mondialisation, MAE

Jean-Michel Despax, délégué, Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales, Ministère des Affaires étrangères

Nicolas Wit, directeur général adjoint de Cités Unies France

Jérôme Bougouma, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation du Burkina Faso (à confirmer)

Antoine Cousin, volontaire de la Solidarité internationale

Dominique Héron, directeur des Partenariats institutionnels, Veolia Environnement

Nicolas Plouviez, directeur de projet, Unitar

(Chargée de mission référente : Sarah Schönfeld, s.schonfeld@cites-unies-france.org)

19h30 **Cocktail dînatoire sur l'espace**
« Village de la coopération décentralisée »

Mardi 3 juillet 2012

9h00 **Assemblée générale de Cités Unies France**
(Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

11h00 **Pause sur l'espace Partenaire**

11h30 **Séance d'ouverture du 3^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités**

Intervenants

Un(e) représentant(e) de la ville de Paris

Michel Delebarre, président de Cités Unies France, ancien ministre d'Etat, sénateur maire de Dunkerque et président de la communauté urbaine de Dunkerque

Jacques Pélissard, député-maire de Lons-le-Saunier, président de l'Association des Maires de France (AMF)

Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France (ADF)

Pascal Canfin, ministre délégué chargé du Développement, Ministère des Affaires étrangères

Mardi 3 juillet 2012

12h00 Séance plénière

Les questions urbaines dans l'action internationale des collectivités territoriales



L'année 2007 a marqué un tournant historique : la moitié de la population mondiale vit désormais dans les villes. Les deux prochaines décennies prévoient une explosion urbaine qui proviendra à 95% des pays en développement.

Cette croissance rapide des villes du Sud représente un des défis majeurs auxquels l'humanité devra faire face au XXI^e siècle, avec des conséquences pour l'équilibre social, économique et environnemental de la planète. C'est aussi dans les villes que se jouera la bataille du changement climatique au regard du développement. Le développement sera demain essentiellement un enjeu urbain dans les villes devenues le lieu de tous les paradoxes ; des villes qui concentrent les difficultés, mais aussi les espoirs.

La France a défini la gouvernance urbaine démocratique comme un axe stratégique d'appui à un développement durable où l'accès aux services essentiels et à l'emploi contribuent à la lutte contre la pauvreté et à la résorption des inégalités. La gouvernance urbaine démocratique ce sont des modalités de décision et d'action publique partenariales. Les collectivités locales ont vocation à jouer un rôle de catalyseur.

Ce savoir-faire des collectivités territoriales françaises se retrouve dans de nombreuses coopérations décentralisées. La planification urbaine et la mise en place des services de proximité occupent une place grandissante dans les partenariats et correspondent à une forte attente des collectivités du monde entier.

Président de séance

Michel Delebarre, président de Cités Unies France, ancien ministre d'Etat, sénateur maire de Dunkerque et président de la communauté urbaine de Dunkerque

Animateur

Yves Dauge, ancien sénateur, adjoint au maire de Chinon, trésorier de l'Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire (ANVPAH)

Intervenants

Hélène Mandroux, maire de Montpellier, 1^{ère} vice-présidente de la communauté d'agglomération de Montpellier

Jean Rottner, maire de Mulhouse, vice-président de Mulhouse Alsace Agglomération

Dov Zerah, directeur général de l'Agence Française de Développement

Claude Raynal, vice-président de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme, président de l'Agence d'urbanisme du territoire Toulouse Aire Urbaine, président délégué de la communauté urbaine du Grand Toulouse, maire de Tournefeuille

Khalifa Ababacar Sall, maire de Dakar (à confirmer)



13h15 **Cocktail déjeuner sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »**

14h30 **Conférences**

Construire par les territoires : la planification stratégique territoriale en Afrique



Cette séance s'inscrit dans la préparation du sommet Africités VI, qui se déroulera du 4 au 8 décembre 2012, à Dakar sur le thème de la construction de l'Afrique à partir de ses territoires et du défi que cela représente pour les collectivités locales. De nombreuses coopérations décentralisées accompagnent aujourd'hui des collectivités africaines, plus précisément par un travail sur des outils d'aide à la décision et de planification territoriale.

Cette conférence souhaite ainsi mettre en lumière la plus-value de la coopération décentralisée en appui à la planification urbaine et territoriale en Afrique, et attirer l'attention sur l'importance de la participation effective des populations, dès la conception même du projet urbain ou territorial.

Avec la participation de Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de Cités et Gouvernements Locaux Unies d'Afrique.

Présidence de séance

Rose-Marie Saint-Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, présidente du groupe-pays Bénin

Intervenants

Annik Osmont, chef de file du groupe « Planification urbaine stratégique » au Partenariat Français pour la Ville et les Territoires (PFVT), maître de conférence honoraire à l'Institut français d'urbanisme, Université Paris VIII, membre du GEMDEV

Cheikh Mamadou Abiboulaye Dieye, ministre sénégalais de l'Aménagement du territoire et des Collectivités locales, maire de Saint Louis (à confirmer)

Yasmina Darbelet, chargée de mission, conseil régional de Picardie

Pascal L'Huillier, chef de projets, service des relations internationales de Lyon/Grand Lyon ou **Patrice Berger**, directeur adjoint à l'international de l'Agence d'urbanisme de Lyon

Frédérique Héry, chargée de mission coopération internationale et décentralisée, Fondation Veolia Environnement

Nicolas Rochas, responsable du pôle « Connaissance territoriale et analyse spatiale Et de la coopération internationale » de l'Agence d'urbanisme et de développement de la région de Saint Omer

François Tirot, directeur de la division du développement urbain, Agence Française de Développement (AFD)

(Chargées de mission référentes : Pôle Afrique)

Mardi 3 juillet 2012

Bilan du Forum Mondial de l'Eau à Marseille : amplifier et valoriser la contribution des collectivités pour l'eau et l'assainissement



Conférence organisée par le programme Solidarité-Eau

Le Forum Mondial de l'eau a été récemment l'occasion de réaffirmer le rôle des collectivités dans l'organisation et la gestion des services d'eau et d'assainissement. Le nombre d'adhésions au Pacte d'Istanbul, l'implication des élus lors du processus politique 'autorités locales' témoignent de l'efficacité des outils de la coopération décentralisée, pour accompagner l'émergence ou le renforcement des compétences de collectivités des pays du Sud.

Objectifs de la conférence :

- Proposer, à partir de témoignages, un bilan du Forum mondial de l'eau (Marseille mars 2012) notamment sous l'angle de la participation des collectivités lors des processus thématique et politique ;
- Impliquer plus largement les collectivités dans les processus préparatoires des grands rendez-vous internationaux ;
- Débattre sur les besoins des collectivités locales françaises en matière de dispositifs d'appui pour amplifier leur mobilisation via la loi Oudin/Santini autour de l'accès à l'eau et l'assainissement et échanger sur le développement de l'expertise au sein des services techniques des municipalités partenaires.

Les débats alimenteront la réflexion engagée par Cités Unies France et le Programme Solidarité Eau autour de la constitution et l'animation d'un groupe thématique « eau » ...

Président de séance

Henri Bégorre, président du Partenariat Français pour l'Eau (PFE), vice-président de la communauté d'agglomération de Nancy, maire de Maxeville

Intervenants

Martine Vassal, adjointe au maire de Marseille chargée de la qualité de la ville, de l'espace public, de la propreté, du pluvial, des emplacements et de la gestion urbaine

Daniel Marcovitch, vice-président du SIAAP

Marie-Hélène Nedelec, communauté urbaine de Nantes (membre du bureau en charge des coopérations décentralisées), conseillère municipale de la ville de Saint-Herblain

Jean-Claude Magelhaes, adjoint au maire de Cherbourg-Octeville, membre du comité de bassin Seine-Normandie

Pierre-Marie Grondin, directeur du Programme Solidarité Eau

Bernard Guirkinge, directeur général adjoint de Suez Environnement, en charge de la coordination eau, de la recherche et innovation et du développement durable

(Chargée de mission référente : Sarah Schönfeld, s.schonfeld@cites-unies-france.org)



Été 2011 – été 2012, un an d'élections au Maghreb



Le Maghreb a connu, ces douze derniers mois, une intense activité électorale : élections constituanes en Tunisie le 23 octobre 2011, élections législatives au Maroc, le 25 novembre 2011, élections législatives en Algérie, le 10 mai 2012.

Fruit du mouvement arabe, ces élections législatives ou constituanes sont perçues comme la conséquence du vent d'ouverture et d'aspiration à la démocratie que connaissent les pays du Maghreb. Si des populations ont déjà voté dans le cadre d'élections législatives, rares ont été les occasions d'exprimer un vote dans un tel contexte d'ouverture politique.

Pourtant, à l'issue d'élections, le succès relatif des partis islamistes a surpris, à la fois dans les pays concernés et à l'extérieur.

Les élections constituent un temps essentiel dans la vie des démocraties. Alors que les aspirations et affirmations démocratiques n'ont jamais été aussi fortes dans cette zone du Maghreb depuis de nombreuses années, il convient pour mieux appréhender le nouveau contexte maghrébin de revenir sur cette étape essentielle.

Les questions posées au cours de la conférence seront les suivantes :

- Comment apprécier la tenue des élections et la participation des électeurs au Maghreb ?
- Comment comprendre les résultats de ces élections ?
- Au delà des élections, la démocratie passe par la mobilisation citoyenne : que nous apprend le réveil des organisations de la société civile sur ces élections ?

Intervenants

Mathieu Guidere, professeur des Universités, agrégé d'arabe, spécialiste d'Histoire immédiate du Monde arabe et musulman

Pierre Puchot, journaliste à Mediapart

Animation

Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France

(Chargées de mission référentes : Linda Naili, l.naili@cites-unies-france.org et Virginie Rouquette, v.rouquette@cites-unies-france.org)

16h30 **Conférences**

Le patrimoine immatériel au cœur de l'identité des territoires et sa place dans la coopération décentralisée



Alors que les politiques se recentrent sur le local, la coopération décentralisée tend à devenir un outil de marketing territorial. Cette conférence mettra en valeur l'action internationale des collectivités comme outil de valorisation du savoir-faire local et de renforcement de l'identité du territoire.

Dans cette logique de préservation des richesses et de renforcement de l'identité des territoires, le thème du patrimoine offre un grand champ d'actions aux collectivités avec le patrimoine bâti (architecture, savoir faire, monuments religieux) et le patrimoine culturel vivant (folklore, musique, comportement, tradition, histoire, courant artistique).

Sous le vocable « patrimoine immatériel », de nouveaux sujets de coopération émergent dans la coopération décentralisée. Ils correspondent à des logiques de rayonnement des territoires construits autour de savoir faire spécifiques : marketing territorial, le développement d'une identité particulière au travers de la danse, de la culture orale, des rituels ou des produits du terroir.

Président de séance

Yves Dauge, ancien sénateur, adjoint au maire de Chinon, trésorier de l'Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire (ANVPAH) (à confirmer)

Intervenants

Cécile Duvelle, secrétaire de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Stéphane Merceron, président d'Euro Gusto

Un(e) représentant(e) de la ville de Toulouse (à confirmer)

(Chargée de mission référente : Anne Claire Gaudru, ac.gaudru@cites-unies-france.org)



Associations – collectivités territoriales : du dialogue au partenariat



Collectivités et associations sont aujourd'hui des acteurs internationaux reconnus, par l'Etat comme par la communauté internationale. Chacune est dotée d'une légitimité et d'une assise propre.

Cette dernière décennie a vu la montée en puissance de l'action des collectivités françaises en appui aux collectivités partenaires, dans l'exercice de leurs fonctions, que ce soit dans un mouvement de décentralisation, de croissance urbaine ou encore de nouveaux rôles dévolus aux collectivités (régulation sociale, incitation pour le tissu économique, invention de solutions aux problèmes lorsqu'ils se posent, etc.). De leur côté, les associations ont été traversées par la question de l'accompagnement des évolutions sociales et sociétales ; elles ont également été invitées à œuvrer davantage au renforcement des capacités de leurs sœurs dans les pays partenaires.

Les mutations traversées sont importantes. En France, les principales instances nationales de dialogue entre associations et collectivités ont disparu. C'est ainsi que le dialogue s'est davantage noué au niveau régional, départemental, intercommunal ou communal.

Président de séance

Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France

Animation

Gwenaëlle Rossignol-Diarra, directrice, Horizons solidaires et Cités Unies France

Intervenants

Jean-Louis Vielajus, président de Coordination SUD

Bernard Salamand, président du Centre de recherche et d'information sur le développement

Agnès Bélaïd, responsable programme jeunesse et société civile, CFSI

Philippe Jahshan, délégué aux actions de coopération internationale, Solidarité Laïque

Gérard Perreau Bezouille, premier adjoint au maire en charge des relations et coopération avec le monde, Nanterre

Régis Koetschet, directeur de la Mission pour les relations avec la société civile de la Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats du Ministère des Affaires étrangères

Valérie Huguenin, chargée de mission à la division du partenariat avec les ONG, AFD

En présence de

Jérôme Martin, association LafiBala, Montpellier

Tony Ben Lahoucine, président de Centraider

(Chargées de mission référentes : Linda Naili, l.naili@cites-unies-france.org et Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org)

Mardi 3 juillet 2012

Relancer la coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire



La plupart des partenariats de coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire se sont arrêtés avec la grave crise que traverse le pays depuis 2002.

Malgré les efforts soutenus des autorités nationales et locales ivoiriennes, l'appui de l'Union européenne et de partenaires tels que l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), de même que plusieurs initiatives auxquelles Cités Unies France a pris part, la coopération décentralisée franco-ivoirienne n'a pas retrouvé son dynamisme.

Aujourd'hui, la sortie de crise, encore fragile, semble bien engagée comme le montre le retour progressif des partenaires au développement du pays : un terrain propice à l'établissement de relations renouvelées entre l'Etat central et les collectivités territoriales ivoiriennes, et à terme, à une coopération décentralisée dynamique ?

Cette conférence constitue une étape pour explorer de nouveaux repères, utiles aux partenariats maintenus, suspendus ou potentiels.

Intervenants

Corinne de Peretti, coordination géographique, Agence Française de Développement

Robert Beugré Mambé, gouverneur du District d'Abidjan

Jean-Paul Kouassi, président de l'Assemblée des districts et départements de Côte d'Ivoire (à confirmer)

François Albert Amichia, président, Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire

Direction générale des Relations Internationales de la ville de Paris et autres collectivités françaises partenaires de collectivités ivoiriennes

Association Internationale des Maires Francophones (sous réserve)

Représentants de l'Etat ivoirien

(Chargée de mission référente : Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org)

18h15 **Cocktail de clôture du Forum**



« Side events » du Forum 2012

Lundi 2 juillet 2012

- 14h00 – 15h30** Réunion du Comité de pilotage des Assises franco-vietnamiennes
- 15h30 – 16h30** Service civique à l'international
- 16h30 – 17h30** La prise en compte de l'accès aux droits dans les projets de coopération décentralisée (en partenariat avec COSI)
- 16h00 – 19h00** Réunion du groupe-pays Arménie
- 18h00 – 19h00** Réunion du Comité de pilotage de l'étude « Coopération décentralisée et politiques sociales »

Mardi 3 juillet 2012

- 11h00 – 11h30** Développement économique et coopération décentralisée (en partenariat avec AFD/DAECT/CNER)
- 13h30 – 14h30** Présentation du vade-mecum « Patrimoine et coopération décentralisée » (en partenariat avec l' ANVPAH)
- 13h30 – 14h15** Réunion des collectivités territoriales impliquées dans le programme AGORA
- 13h45 – 14h30** ANIYA au Niger : Exemple d'un programme concerté avec des collectivités africaines
- 15h00 – 18h00** Echange sur la coopération en Haïti des collectivités de Bretagne / Pays de la Loire / Guadeloupe / CA de Cergy Pontoise / CA du Centre de la Martinique
- 16h00 – 18h00** Deuxième réunion du comité de pilotage de la 4^e Rencontre franco-russe, les 14 et 15 décembre 2012, à Nice
- 16h15 – 18h00** Réunion du groupe-pays Sénégal



Partenaires officiels de l'Institut



Les ressources naturelles ne sont pas inépuisables. Chaque jour, SUEZ ENVIRONNEMENT et ses filiales s'engagent au quotidien à relever le défi de la protection des ressources en apportant des solutions innovantes à des millions de personnes et au secteur industriel. SUEZ ENVIRONNEMENT alimente 91 millions de personnes en eau potable, 63 millions en services d'assainissement et assure la collecte des déchets de 57 millions de personnes. Avec 80 410 collaborateurs, SUEZ ENVIRONNEMENT est le leader mondial exclusivement dédié aux services de distribution et gestion de l'eau, présent sur les cinq continents. En 2011, SUEZ ENVIRONNEMENT, filiale détenue à 35,7 % par GDF SUEZ, a réalisé un chiffre d'affaires de 14,8 milliards d'euros.

Tour CB21 - 16 place de l'Iris - 92040 Paris La Défense - Tél.: 01 58 81 20 00 - www.suez-environnement.fr - contact : Stéphane Despierres - stephane.despierres@suez-env.com



BY PEOPLE FOR PEOPLE

GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers (électricité, gaz naturel, services à l'énergie et à l'environnement) pour relever les grands enjeux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources.

Le Groupe propose des solutions performantes et innovantes aux particuliers, aux villes et aux entreprises en s'appuyant sur un portefeuille d'approvisionnement gazier diversifié, un parc de production électrique flexible et peu émetteur de CO2 et une expertise unique dans quatre secteurs clés : le gaz naturel liquéfié, les services à l'efficacité énergétique, la production indépendante d'électricité et les services à l'environnement.

GDF SUEZ - 1, Place Samuel de Champlain Faubourg de l'Arche - 92930 Paris La Défense
Tél 01 44 22 00 00 - www.gdfsuez.com - contact : Jeane Limouzy - Jeane.limouzy@gdfsuez.com



Le groupe EDF est un des tout premiers électriciens mondiaux, intégrant tous les métiers de la production jusqu'au négoce et aux réseaux. Son modèle d'affaires équilibre activités régulées et concurrentielles. Par la qualité de ses équipes, ses capacités de R&D, son savoir-faire d'ingénierie et d'exploitation d'unités de production et de réseaux, par ses offres d'efficacité énergétique, il apporte des solutions compétitives pour concilier durablement développement économique et protection du climat. Acteur principal des marchés français et britanniques de l'électricité, implanté en Italie et dans de nombreux pays européens, opérateur industriel en Asie et aux États-Unis, il est reconnu comme une référence mondiale du service public de l'énergie. En matière de coopération décentralisée EDF agit déjà en partenariat depuis plus de dix ans au service de l'électrification rurale, en Afrique notamment.

Contact : Force EDF , 9 Avenue Percier- 75008 PARIS - odile.rey-chambeyron@edf.fr



Partenaires officiels de l'Institut



Référence mondiale des services à l'environnement, Veolia Environnement est présent dans 66 pays sur les cinq continents. Veolia Environnement propose à ses clients, collectivités locales et entreprises, des solutions sur mesure pour la gestion de l'eau, des déchets, de l'énergie et du transport qui allient performance économique et maîtrise des impacts sur l'environnement, contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique, à l'économie de ressources et à la préservation des écosystèmes

38 avenue Kléber - 75799 Paris Cedex 16 - Tél. : 01 71 75 00 00 - Fax : 01 71 75 10 45
www.veolia.com



La Fondation Veolia Environnement soutient, en France et à l'étranger, des projets d'intérêt général et sans but lucratif concourant au développement durable. Ses domaines d'intervention prioritaires sont l'urgence humanitaire et l'aide au développement, le lien social et l'accompagnement vers l'emploi, la protection de l'environnement et de la biodiversité. Son originalité est de faire accompagner chaque projet par un parrain, collaborateur du Groupe, et d'encourager le mécénat de compétences, apportant ainsi à ses partenaires, associations et institutions, les savoir-faire du réseau de collaborateurs volontaires « Veoliaforce ». Depuis sa création en 2004, la Fondation Veolia Environnement a aidé plus de 1000 projets en France et à l'international, et mené près de 150 missions de compétences.

Fondation Veolia Environnement - 5 esplanade Charles de Gaulle - 92000 Nanterre
www.fondation.veolia.com



Alstom est un des leaders mondiaux dans les infrastructures de production et de transmission d'électricité, ainsi que dans celles du transport ferroviaire. Le Groupe sert de référence avec ses technologies innovantes et respectueuses de l'environnement. Alstom construit les trains les plus rapides au monde et les métros automatiques offrant la plus grande capacité. Alstom fournit des centrales intégrées clés en mains, des équipements et services associés pour l'ensemble des sources d'énergie, dont thermiques (nucléaire, gaz, charbon...) ou renouvelables (hydro, éolien, solaire...). Alstom propose une vaste gamme de solutions pour la transmission d'électricité, en particulier dans le domaine des réseaux « intelligents » (*smart grids*). Alstom emploie plus de 92 000 personnes dans une centaine de pays, a réalisé un chiffre d'affaires de 20 milliards d'euros et enregistré pour près de 22 milliards d'euros de commandes en 2011/12.



SIAAP

Service public de l'assainissement francilien

Le SIAAP (Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne) est le service public de l'eau qui dépollue chaque jour les eaux usées de près de 9 millions de franciliens, ainsi que les eaux pluviales et les eaux industrielles, pour rendre à la Seine et à la Marne une eau propice au développement du milieu naturel. Le SIAAP, avec ses 1700 agents, dépollue quotidiennement près de 2,5 millions de m³ d'eau, transportés par 440 km d'émissaires et traités par 5 usines d'épuration.

SIAAP - 2 rue Jules César - 75589 Paris cedex 12 - www.siaap.fr



ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTÈRE
EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les 6 agences de l'eau françaises ont pour missions de contribuer à améliorer la gestion de l'eau, de lutter contre sa pollution et de protéger les milieux aquatiques dans leurs bassins hydrographiques respectifs de France métropolitaine. A l'international, elles ont pour mission de dynamiser la coopération décentralisée sur leurs territoires. Elles accordent des aides aux porteurs de projets de solidarité

internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement et mènent des coopérations institutionnelles avec des organismes de bassin étrangers.

Agences de l'Eau - 2-4, allée de Lodz - 69363 Lyon - www.eaurmc.fr - contact : Luc Herrouin - Luc.herrouin@eaurmc.fr



Le Fonds de dotation Mission Terre-Océan, créé en mars 2011 par La Boudeuse et l'association de solidarité internationale ACTED, a pour objet de soutenir à la fois des projets de développement et de recherche, des actions de sensibilisation du grand public et des campagnes de plaidoyer sur le développement durable.

Pour ce faire, Mission Terre-Océan soutient des projets d'intérêt général, notamment via des expéditions du navire La Boudeuse. La prochaine mission du célèbre trois-mâts d'exploration sera La Nouvelle Odyssée, réalisée en partenariat avec l'Association des maires de France et Cités Unies France, d'octobre 2012 à juillet 2013. Cette odyssee de huit mois et huit étapes autour de l'Amérique latine, associera 128 jeunes ambassadeurs, représentants de leur commune et des jeunes qui y vivent.

Mission Terre-Océan - 33, rue Godot de Mauroy - 75009 Paris - Tél. : 01 42 65 61 29
contact : Amaury Bironneau - bironneau@la-boudeuse.org

Et si son avenir passait par ce fil




L'électricité pour Alli, c'est gagner des heures de lumière et les consacrer à ses études. Parce que l'électricité est essentielle partout dans le monde, nous avons construit au Laos le plus grand barrage hydroélectrique d'Asie du Sud-Est : aujourd'hui, les 1070 MW de Nam Theun 2 permettent à plus de 4 millions de personnes de bénéficier d'une énergie abondante et sans CO₂.

edf.com



L'énergie est notre avenir, économisons-la !



EDF 552 081 317 RCS PARIS, 75008 Paris —  Euro RSCG C&O



Au sein du ministère des Affaires étrangères (MAE), la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) est chargée de définir et de mettre en oeuvre, en concertation avec la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD), la stratégie de soutien et de développement des coopérations décentralisées. Elle agit à la fois comme un centre de ressources et d'appui aux collectivités territoriales : soutien juridique, services d'information, d'analyse et de conseils auprès des collectivités. Elle met en place des outils favorisant la mise en cohérence et la mutualisation (assises bilatérales, appels à projets, portail de la coopération décentralisée...).



Les Départements s'investissent à l'international avec des actions de coopérations et de partenariats, très divers et dynamiques. C'est pour eux le moyen d'exprimer une forte volonté d'échanges et de partage entre les Pouvoirs locaux dans le monde, au travers de projets élaborés en commun. L'Assemblée des Départements de France les accompagne dans cette mission et Claudy Lebreton, son Président, a fait de cette politique volontariste une priorité et un symbole de la solidarité dans le codéveloppement, au-delà des frontières, avec les territoires et leurs habitants.



L' Association des maires de France, consciente de l'importance croissante de l'activité internationale des collectivités, a mis en place depuis plusieurs années déjà un groupe de travail Affaires internationales et coopération décentralisée, qui se réunit deux fois par an et un point d'information est consacré à ces thématiques chaque année au Congrès des Maires de France. L'AMF travaille aux côtés du Délégué à l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) dont elle constitue un interlocuteur privilégié lors des concertations sur les projets de lois touchant les communes. Ses élus participent régulièrement aux événements internationaux qu'il organise (Assises et rencontres de la coopération décentralisée). L'AMF a également désigné 8 élus pour siéger à la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD).



L' ARF regroupe les 27 Régions de France qui, via leurs services d'Affaires internationales, mènent toutes des actions de coopération décentralisée à travers le monde. Soucieuses de renforcer la gouvernance locale, elles travaillent en appui des élus locaux et construisent leur action notamment autour des OMD. L'ARF signe aussi des conventions avec les Associations de Régions telles celles de Madagascar (AregM), du Maroc (ARM), du Sénégal (ARS), du Burina Faso, et organisent des sessions de formation pour des élus et des techniciens des deux associations, basées sur l'échange d'expériences et la volonté de développement...



Partenaires institutionnels de l'Institut



L'action internationale de l'Association des Maires de Grandes Villes de France s'est fortement développée au cours des dernières années, grâce notamment à la signature d'une convention de partenariat entre l'Association et le ministère des Affaires étrangères. En 2010, l'Association a notamment participé aux premières Assises franco-indiennes à New

Delhi (15-16 janvier 2010), au Forum Urbain Mondial (FUM 2010) à Rio de Janeiro (22-26 mars 2010), aux deuxièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée à Kanazawa (11-13 mai 2010) et au Forum Mondial de l'Eau à Marseille, en mars 2012. Elle a également participé au premier et deuxième Forum de l'Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités.



La Fédération des Villes Moyennes (FVM) regroupe les villes de 20 000 à 100 000 habitants (et leurs établissements publics de coopération internationale-EPCI), dont un bon nombre est fortement engagé vers l'international avec plus de 500 accords de jumelage et de coopération décentralisée en vigueur. C'est aussi un réseau de 120 conseillers municipaux et communautaires dédiés aux jumelages et à la coopération décentralisée.



Le groupe Caisse des Dépôts est un groupe public, investisseur avisé de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Il apporte aux acteurs publics et économiques son expertise en matière d'ingénierie et de financement. Créateur de solutions durables, il invente chaque jour de nouvelles solutions pour accompagner les politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Il anticipe, innove et s'adapte aux défis de demain. Dans le cadre de son plan stratégique, le groupe

renforce sa présence et son ouverture à l'échelle européenne et internationale. Son action repose sur trois piliers : s'affirmer dans le débat européen, promouvoir la coopération entre investisseurs de long terme européens et internationaux, poursuivre sa stratégie d'ouverture sur la région Méditerranée.

Caisse des Dépôts - 56 rue de Lille 75007 Paris - Tél 01 58 50 00 00 - www.caissedesdepots.fr
contact : Pierre-Marie Villette - pierre-marie.villette@caissedesdepots.fr



Partenaires institutionnels de l'Institut



Le Conseil des Communes d'Europe (CCE) a été fondé à Genève en 1951 par un groupe de maires européens, avant d'ouvrir ses rangs aux régions et devenir le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE). Aujourd'hui, il constitue la plus grande organisation d'autorités locales et régionales en Europe; ses membres sont plus de 50 associations nationales de villes et régions de 39 pays, représentant environ 100 000 villes et régions.



United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) représente et défend les intérêts des gouvernements locaux sur la scène mondiale, quelle que soit la taille des collectivités qu'elle appuie. Basée à Barcelone, l'organisation s'est fixée la mission suivante : être la voix unifiée et le défenseur de l'autonomie locale démocratique, promouvoir ses valeurs, ses objectifs et

ses intérêts, au travers de la coopération entre les gouvernements locaux, comme au sein de la communauté internationale. Présents dans 136 des 191 états membres des Nations Unies, les membres de CGLU sont aussi bien des villes que des associations de gouvernements locaux, qui représentent toutes les villes et les collectivités locales d'un pays. Plus de 1 000 villes, à travers 95 pays, sont des membres directs de CGLU. 112 associations de gouvernements locaux sont membres de CGLU, représentant ainsi presque tous les gouvernements locaux du monde. C'est l'Europe qui compte le plus d'associations de collectivités locales : elles représentent 80% de la population.



Établissement public, l'Agence Française de Développement (AFD) agit depuis soixante-dix ans pour combattre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud et dans l'Outre-mer. Elle met en œuvre la politique définie par le Gouvernement français.

Présente sur quatre continents où elle dispose d'un réseau de 70 agences et bureaux de représentation dans le monde, dont 9 dans l'Outre-mer et 1 à Bruxelles, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète : scolarisation, santé maternelle, appui aux agriculteurs et aux petites entreprises, adduction d'eau, préservation de la forêt tropicale, lutte contre le réchauffement climatique...

En 2011, l'AFD a consacré près de 6,9 milliards d'euros au financement d'actions dans les pays en développement et en faveur de l'Outre-mer. Ils contribueront notamment à la scolarisation de 4 millions d'enfants au niveau primaire et de 2 millions au niveau collège, et à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable pour 1,53 million de personnes. Les projets d'efficacité énergétique sur la même année permettront d'économiser près de 3,8 millions de tonnes d'équivalent CO² par an.



2 et 3 juillet 2012, au Palais des Congrès de Paris

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités



Partenaires médias du Forum



La Gazette des communes accompagne chaque semaine les agents de la fonction publique territoriale. Elle propose un système d'information complet à destination de tous les acteurs locaux. Il se compose d'un hebdomadaire -actualité, dossiers thématiques, initiatives locales, des rubriques Finances, Management, RH et Offres d'emploi- de suppléments thématiques, d'une newsletter quotidienne électronique envoyée à 150 000 inscrits -actualité, textes officiels, agenda, offres d'emploi -ainsi que d'un site www.lagazette.fr- actualités commentées, forum, espace juridique, offres d'emplois/carrière, rubrique Concours, documentation, archives...

La Gazette des communes - 17 rue d'Uzès - 75002 Paris - Tél. : 01 40 13 31 11

rpublic.tv

rpublic.tv est la chaîne de la sphère publique et de la vie politique. En proposant des formules dynamiques et variées, rpublic.tv est présente aux grands rendez-vous des sphères publiques et privées : Congrès des Maires, Transports Publics, Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités, Rencontres Internationales des Partenariats Public-Privé, Rencontres Nationales Risque&SecteurPublic... Interviews, discours officiels, débats, reportages, JT et focus thématiques: rpublic.tv diversifie l'analyse des politiques publiques afin d'offrir une information inédite sur des sujets tels que les territoires, le développement durable, les partenariats public-privé, les transports, l'innovation, les élections, la formation, l'handiaccessibilité...

rpublic.tv - 61, rue Perronet 92200 Neuilly-sur-Seine - Tél : 06 11 66 37 88 - www.rpublic.tv
contact : Marc Delescluse - contact@rpublic.tv

JOURNAL DES COMMUNES

Avec plus de 170 ans d'expérience dans la gestion des petites et moyennes communes, le Journal des Communes Durables est une référence pour les collectivités territoriales. Le cahier d'actualité est spécialement adapté à leurs besoins et, pour faciliter le dialogue et la prise de décision entre élus et équipes communales, des Solutions d'experts, des Enquêtes et des Dossiers techniques permettent aux lecteurs de partager les expériences de communes pionnières. Enfin, la veille juridique Légilocal, sélectionne et résume les textes, jurisprudence, doctrine administrative utiles aux élus. Produits : Le Journal des Communes Durables, Légilocal, Annales de la Voirie, Droit de l'Environnement.

**La Lettre du
secteur public**

Propose à ses lecteurs, responsables d'administrations et de services publics, une veille d'information avec un bulletin conçu pour une lecture rapide, sélectionnant des informations à valeur ajoutée pour la gouvernance publique. Lettre d'information en ligne destinée aux cadres des trois fonctions publiques, voulant promouvoir un nouvelle gouvernance publique

LLSP - 27 rue des Sablons - 75116 PARIS - Tél. : 01 43 54 00 09 - Fax 01 43 54 00 09 - www.lalettredusecteurpublic.fr
contact : Jean Dumonteil - Jean.dumonteil@lalettredusecteurpublic.fr



Cités Unies France en bref...

Cités Unies France fédère les collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale. Créée en 1975, l'association est présidée successivement par Bernard Stasi, Charles Josselin, et aujourd'hui par Michel Delebarre, ancien ministre d'État, sénateur-maire de Dunkerque et président de la Communauté urbaine de Dunkerque.

Une convention régulièrement renouvelée avec le ministère des Affaires étrangères donne à l'association, entre autres, mission d'animation et de coordination pour l'ensemble des collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale, soit plus de 3000 collectivités et 6000 liens de coopération décentralisée avec des autorités locales de 115 pays.

La première activité de Cités Unies France est l'animation des « groupes-pays ». Au nombre de 32, ils réunissent les collectivités françaises travaillant sur un même pays et permettent de mutualiser, de « capitaliser » les expériences et d'impulser des actions concertées. Au-delà de cette approche géographique, Cités Unies France privilégie également des approches transversales sur les thèmes correspondant aux évolutions de la coopération décentralisée. Ces réflexions donnent lieu à des colloques (journées de la coopération décentralisée, forum de l'action internationale des collectivités etc.) et à une intense activité éditoriale.

Cités Unies France travaille en étroite collaboration avec les associations de pouvoirs locaux françaises (AMF, ADF, ARF, AMGVF, etc.) et internationales. Tout adhérent de Cités Unies France est, ipso facto, membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), « Nations Unies des pouvoirs locaux ».

Depuis plus de 35 ans, Cités Unies France a été de tous les combats et de toutes les avancées en matière de coopération décentralisée. Elle a insufflé le changement dans ses pratiques et inspiré son cadre législatif. Plus que jamais, elle est à l'écoute des évolutions de la coopération décentralisée.

www.cites-unies-france.org



MediaContactServices

Créateur, organisateur et producteur d'événements professionnels à forts contenus techniques et éditoriaux

*Des manifestations professionnelles au service
des acteurs publics et de leurs partenaires privés...*



Les Rencontres Internationales des Partenariats Public-Privé

Paris - Palais des Congrès - www.Lrippp.com

6^{ème} édition

mercredi 10 et jeudi 11 octobre 2012



Rencontres Nationales Risque & Secteur Public

Cycle de conférence - www.risquepublic

Conférences de la 5^{ème} édition

3 avril & 25 octobre 2012

Forum International des Collectivités Locales

Casablanca - Maroc www.ficlmoroc.com

الملتقى الدولي للجماعات المحلية



SALON NATIONAL des Dirigeants Territoriaux

EXPOLIS - www.salon-expolis.com

23^{ème} édition - 25 et 26 octobre 2012

Palais des Congrès de Toulouse

cofondateurs



3^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



*Retrouvez les programmes et compte-rendus sur
www.mediacontactservices.com*



Accès à l'amphithéâtre Havane et aux salles de réunions 351, 352A, 352B, 353 et 315



← Entrée

Accueil Forum 



Salle de réunion
"Espace village"

Espace Cocktail
Déjeuner

Espace Cocktail
Déjeuner et Dîner

LUNDI 2 juillet		17h45-19h30		Les aspects juridiques de la coopération décentralisée	
Salle 351	14h00-15h45 La nouvelle donne géopolitique au Proche et Moyen-Orient	16h15-17h45 L'éducation au développement et à la solidarité internationale au service des collectivités territoriales	17h45-19h30 Sensibilisation des collectivités locales aux Lignes Directrices Internationales sur la décentralisation et l'accès aux services de base pour tous (LDI) adoptées par l'ONU-Habitat.		
Salle 352a	14h00-15h45 L'action internationale des collectivités françaises en matière de mobilité urbaine	16h15-17h45 Collectivités de taille modeste : quels freins à l'engagement dans la coopération décentralisée?	17h45-19h30		
Salle 352b	14h00-15h45 Afrique centrale et pays des Grands Lacs : gestion des ressources naturelles et éducation	16h15-17h45 Participation des collectivités territoriales françaises au programme URB-AL III : Programme de coopération régionale de la Commission européenne avec l'Amérique latine			
Salle 353			16h00-18h00 Réunion du groupe-pays ARMENIE		
Salle 315	14h00-15h30 Réunion du comité de pilotage des assises franco-vietnamiennes	15h30-16h30 Service civique à l'international	16h30-17h30 L'accès aux droits dans les projets de coopération décentralisée (COS)	18h00-19h00 Comité de pilotage de l'étude « Coopération décentralisée et politiques sociales »	
Espace village		15h45-16h15 Pause			19h30 Cocktail dînatoire
MARDI 3 juillet		9h00-11h00 Assemblée générale de Cites Unies France		16h30-18h15 Coopération décentralisée et patrimoine immatériel	
Salle Havane		11h30-12h00 Séance d'ouverture du Forum	12h00-13h15 Séance plénière : Les questions urbaines dans l'action internationale des collectivités territoriales	14h30-16h15 Bilan du Forum mondial de l'eau à Marseille	
Salle 351			13h30-14h30 Présentation du Vade-mecum ANWPAH	14h30-16h15 Construire par les territoires : la planification stratégique territoriale en Afrique	16h30-18h15 Associations - collectivités territoriales : du dialogue au partenariat
Salle 352a			13h45-14h30 Réunion ANITA / NIGER	14h30-16h15 Ete 2011 - été 2012 : un an d'élections au Maghreb	16h30-18h15 Relancer la coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire
Salle 352b		Réservée EDF			16h00-18h00 Comité de pilotage de la 4 ^e Rencontre franco-russe, à Nice, les 14-15/12/2012
Salle 353		Réservée EDF			16h15-18h00 Réunion du groupe-pays Sénégal
Salle 315	11h-11h30 Développement économique et coopération décentralisée (AFD/DIAECT/CNER)	13h30-14h15 Réunion des collectivités territoriales impliquées dans le programme AGORA	13h15-14h30 Cocktail déjeuner	14h30-16h15 Echange sur les pratiques de coopération des collectivités de Bretagne/ pays de Loire/Guadeloupe/Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise/Communauté d'agglomération du Centre de la Martinique avec des collectivités haïtiennes	15h00-18h00
Espace village				16h15-16h30 Pause	18h15 Cocktail de clôture